le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

## 1936 - 2006

# La révolution reste à faire

*Paysans!*
*La terre socialisée est la meilleure garantie de ta liberté.*

M 02137 - 1421 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« La supériorité du syndicat sur le parti est manifeste. »
Benoît Broutchoux

hebdo n° 1421
du 12 au 18 janvier 2006

# Sommaire

**En espérant le printemps,** par J.-P. Germain, *page 4*

**Alcool et Turquie,** par le Furet, *page 5*

**l'autruche se lève** et dit la vérité, par F. Ladrisse, *page 5*

**Brèves tous azimuts,** *page 6*

**Nouvelles des fronts,** par Hugues, *page 7*

**Le 9e Collectif,** bilan et perspectives, par Moko et Karim, *page 8*

Alerte, **on nous manipub !,** par T.Libertad, *page 9*

Soldats d'encre et de papier pour une **révolution vaincue,** par F. Gomez, *page 11*

Venezuela, **le forum social alternatif...** *page 14*

Banlieues, **une révolte spontanée,** par le groupe Gard-Vaucluse, *page 15*

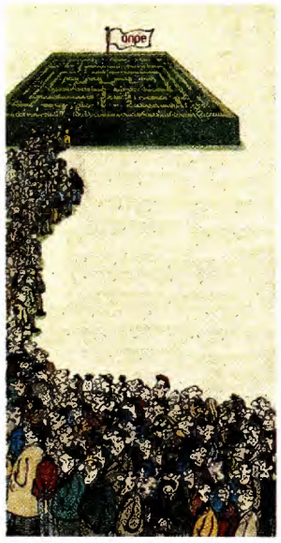
Droits de l'homme, **droit d'ingérence, droit du plus fort ?,** par X.Bekaert, *page 17*

***L'enfant endormi*** de Yasmine Kassari, propos recueillis par H. Hurst, *page 19*

**La librairie** du Monde libertaire, **Faits d'hiver,** par J.-M. Raynaud, *page 21*

**Vie du mouvement, Radio libertaire,** *page 22*

**Agenda**, *page 23*

## Bulletin d'abonnement

| Tarifs (Hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 nos | ◯ 20 € | ◯ 27 € |
| 6 mois, 25 nos | ◯ 38 € | ◯ 46 € |
| 1 an, 45 nos | ◯ 61 € | ◯ 77 € |

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos** ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____


Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

# Editorial

L'année 2006 qui vient de commencer promet d'être une année politiquement intéressante. En effet, les barons de la république vont cette année se caler sur les startings blocks de la course à la présidentielle. Contrairement à une vulgaire course en sac, dans le marathon vers la magistrature suprême, tous les coups sont permis, y compris au sein d'une même équipe. Les petites phrases assassines, les mesures populistes et les effets d'annonces ainsi que les effets de manches vont pleuvoir comme des grêlons sur les médias cupides en mal de remplissage. À la fin de cette année, seuls resteront en course pour la finale, ceux qui auront le mieux jouer des coudes pour écarter leurs « amis » politiques. Malheureusement la bataille pour le pouvoir n'est pas spécifique à la France. Le premier ministre d'Israël, complice tout au moins, sinon l'instigateur du massacre de centaines de civils (femmes, vieillards et enfants y compris) par les milices chrétiennes, dans les camps de réfugiés libanais de Sabra & Chatila il y a vingt quatre ans, n'a pas encore fini d'agoniser, que la meute des prétendants se bousculent déjà pour chausser ses bottes. De l'autre côté du mur de la honte, en Palestine, pays meurtri par des décennies de lutte contre son voisin quelque peu envahissant, la démocratie parlementaire a du mal à se mettre en place. Les fractions, si promptes à s'unir contre l'ennemi commun, se livrent une guerre impitoyable pour asseoir leur position dominante au sein du parlement de cet État en cours de formation. Gageons que le résultat ne sera guère différend de ce qui se passe ailleurs dans le monde : une classe dirigeante, issue de la bourgeoisie, s'entendra avec les capitalistes de tous bords, afin d'exploiter la population exsangue. Partout, le débat politique truqué veut faire croire aux citoyens qu'ils vivent en démocratie, alors que leur seul choix véritable est entre Charybde et Scylla. Pour celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à offrir sur le marché, cette année sera une fois de plus celle des restrictions. Les classes dominantes ont pris la résolution, de casser les maigres acquis que nous ont apporté plus de cent cinquante ans de lutte. À moins qu'un soubresaut improbable, comme il y a soixante dix ans, soulève les opprimés pour renverser les institutions.

# Comment lire l'avenir ?

Jipé

À DÉFAUT de supposer ou d'imaginer ce qui risque bien de nous arriver d'ici à la fin de 2006, il est malheureusement bien évident qu'il y a beaucoup plus de raisons de craindre que d'espérer dans les mois qui viennent. Sans nécessairement avoir le pessimisme chevillé au cœur, et sauf divine surprise, le temps de la radicale et définitive révolution libertaire n'est sans doute pas pour les vacances de Pâques. D'ailleurs, ça tombe bien, j'ai réservé à ce moment-là avec mon beauf à Courchevel.

Mitterrand, au temps de sa splendeur, consultait les oracles du calibre Élisabeth Tessier. Ça ou les entrailles de poulet, ça pisse pas loin, et ça fait surtout frémir vu la position sociale de Tonton et son pouvoir absolu de décider pour nous ce qui était juste et ce qui ne l'était pas. Il vaut certes mieux interroger cette vieille peau d'horoscopiste que de prendre un coup de pompe dans le train, elle qui, sous couvert de diplômes universitaires, nous assure que Jupiter dans le Capricorne ça vaut toujours mieux qu'une tête de veau sans les patates ; attention ! si tu es du Cancer seulement !

C'est quand même en ne comptant que sur nous-mêmes, dans nos quartiers, dans nos usines, dans nos associations, nos syndicats, nos petits cafés du coin, nos journaux libres, nos librairies, nos radios que nous allons féconder nos idées en attendant la grande récolte qui fera vibrer la terre et peut-être même entrer Jupiter dans le Capricorne.

2005 nous a gâtés avec la mort du pape et les tremblements de terre loin de chez nous ; la Bourse cahin-caha a continué d'enrichir les plus riches, et un puissant mouvement social était toujours en train de se faire attendre. Il l'est toujours, mais les militants libertaires ne sont pas restés les bras ballants et se sont activés, et s'activent toujours, au jour le jour, à la moindre occasion, pour savoir dire non. Les échéances se profilent, et ils seront là et bien là les anars. Défendre la Sécu comme nous devrons le faire n'est pas du réformisme à deux balles, combattre les augmentations du temps du travail, ce n'est pas se gaver de promesses. Il est encore de multiples terrains sur lesquels nous devrons nous montrer : sans-papiers, minima sociaux, cléricalisme, chômage, misère, racisme. Rien ne se fera sans bouger. Rien ne se fera car c'est l'intérêt de ceux d'en face qui ne peuvent être riches que parce qu'il y a des pauvres, qui ne peuvent être blancs que s'il y a des «nègres», qui ne peuvent se gaver que s'il y a des gens qui travaillent à leur place. Cette logique est éternelle et imparable. Charge à nous de la combattre.

L'année 2006 est préélectorale. On peut s'en battre l'œil à défaut d'autre chose, mais au coin du bois c'est qui qui va faire de la surenchère en prévision de la Chose ? Du PS à la CFDT, il y a fort à craindre qu'ils tentent de venir nous embrasser sur la bouche pour nous offrir le baiser de la mort qui tue. Ce sera à nous de les expulser des lieux où nous serons venus. « Il faut qu'ils se sentent en insécurité partout où ils vont ! » ai-je entendu une fois dans une manif CNT un peu agitée contre la centrale papiste, comme le disait Paulo Chenard avec sa gouaille inimitable. Si nous ne craignons pas d'être étouffés, la nécessaire vigilance est à l'ordre du jour.

Un mouvement social ça se récupère, ça se conduit, ça se dirige, ça s'arrête par un trait de stylo. Les dernières années nous l'ont appris. Montrons que nous aussi, on sait retenir les leçons.

# En espérant le printemps

« 2005 restera l'année des batailles syndicales perdues. L'opinion publique s'est lassée. Les directions sont le plus souvent restées inflexibles. Les grèves ne font plus recette. » Diable ! Le lobby antisyndicaliste a fait fort en ce début d'année avec cette accroche à la une du *Monde*. Il est vrai qu'avec en tête Marseille et la SNCF, la trêve des confiseurs avait un goût amer. Sans oublier le travail de sape contre le Code du travail que poursuit le gouvernement, rognant encore les droits du monde du travail.

Déjà en 2003 c'était dans le ton quand le rapport Virville déclarait tout benoîtement que ce texte était « devenu une source d'insécurité juridique ». En 2006, Laurence Parisot, championne de la précarité tous azimuts, trouve que ça « freine l'emploi ». À quand les apprentis dormant dans les ateliers comme au XIXe siècle ?

Juste avant la fin de l'année aurait dû être signée la ratification des dernières dispositions de l'Unedic. Comment les syndicats représentatifs apprécient-ils le protocole d'accord sur l'assurance chômage ; doivent-ils tout rejeter ou accepter ce que leur propose le gouvernement ? Qu'on soit d'accord ou pas, cela régule tout ce qui concerne les demandeurs et demandeuses d'emploi, ce qu'il convient d'accepter ou non.

Dans la presse financière, on a qualifié la non-signature de FO de catastrophe… « On » pensait bien sûr au partenaire social et pas à l'organisation syndicale. En plus il y a des échéances et Chérèque prépare son congrès confédéral et se place dans le registre « accompagnateur social », cherchant à isoler la CGT qui au moins dans les déclarations se positionne en tant qu'organisation syndicale.

Nous dirons plus crûment : dans les concessions au capital, où peuvent encore aller les organisations syndicales représentatives ? La non-signature de FO, rejoignant le refus de principe de la CGT, le flou de la CGC suffisent-ils à une embellie, c'est vraiment peu pour une renaissance syndicale. Pour les deux premières organisations citées, c'est aussi la préparation de congrès à venir.

« Nous défendions l'idée que le syndicat, ou toute structure du même type, organisant les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production (dans les structures d'entreprises) devaient également les organiser dans des structures géographiques, sur lieu d'habitation et sur la localité où se trouvaient leurs entreprises. Ces structures géographiques devaient non seulement coordonner l'activité revendicative des entreprises se trouvant dans la localité mais également prendre en charge toutes les questions qui concernent la vie des travailleurs. Les structures horizontales se voyaient chargé d'une véritable activité politique : on n'avait plus besoin des partis. On coupait l'herbe sous les pieds de tous les groupes gauchistes qui se concurrençaient pour le titre de direction de rechange de la classe ouvrière. » Voilà ce que disaient après 1968 des camarades anarchosyndicalistes. Même si l'histoire a mal tourné, cela reste d'actualité.*

« Irresponsables », « grève disproportionnée », aucun épithète n'aura été épargné aux actions syndicales de la fin de l'année 2005. En ce début du XXIe siècle, la pensée unique de la société libérale ne conçoit le syndicalisme que comme accompagnateur de la loi du marché, que lorsqu'il accepte « les reculs sociaux au nom de la modernité ».

Il y a quelques dizaines d'années, Michel Rocard dans une interview à un hebdomadaire (*le Nouvel Observateur*, si je ne me trompe pas) déclarait que si on n'allait pas dans le développement de la social-démocratie en France c'était à cause de l'origine anarchiste du syndicalisme français. Je n'en rajouterai rien, sauf que nombre de militants libertaires ont oublié le passé. Quand on l'a oublié ou qu'on le connaît peu, il devient aléatoire de construire un avenir.

Dans tous ces constats sans trop d'illusions, nos ennemis de classe nous donnent malgré eux des raisons d'espérer.

Un certain Beaucheron de la SNCF s'inquiéterait du « discrédit porté sur les organisations syndicales. Chaque fois que leur légitimité est remise en cause, on s'est retrouvé avec des mouvements qui n'étaient pas canalisés et l'émergence d'une base non contrôlée ».

Ah, en haut lieu on craint le fantôme des coordinations ? Pour notre part, nous accueillons favorablement tout mouvement qui, consciemment ou non, renforce le courant syndicaliste dans ses origines.

Et l'unité syndicale dans tout ça ? Les basistes de tout poil peuvent-ils avoir de l'influence dans les diverses boutiques syndicales ou pissent-ils et elles dans un violon ? Le mouvement social est-il un ensemble où tout le monde s'entend, avec des divergences, pour aller de l'avant ou « rassembler le syndicalisme » n'est qu'une publicité de congrès ?

Unité d'action ou éparpillement syndical, cela concerne tout le monde. La défection de la CFDT dans le conflit des retraites en 2003 reste dans les mémoires. Certes, des militants anarchistes qui sont présents et actifs dans les diverses boutiques syndicales ne se laissent pas bercer par le discours évangélique. Ils savent que les calendes grecques et l'unité ouvrière ne sont pas pour demain. Et qu'œuvrer à la base pour son avenir ne relève pas, même en ce début d'année, d'un « vœu pieux », mais, même de l'aveu des directions syndicales, d'une question stratégique essentielle.

La faiblesse de la syndicalisation des salariés interroge tout le monde syndical, de la CGT à la CNT… Il y a bien sûr nombre de différentes approches, de projet de société ou de simplement défendre des avantages acquis. Mais le problème fondamental reste le même : faut-il, dans la société actuelle du XXIe siècle, se défendre tout seul à faire appel à la collectivité ?

Chirac avec ses vœux à l'Elysée a « fait exploser les patrons » en réaffirmant sa volonté d'instaurer une « cotisation sur la valeur ajoutée », donc de faire payer le patronat quand il encaisse ! Promesses, promesses… à quand le rasage et l'épilation gratuit ?

À part cela, il y aura 2749 postes supprimés à la SNCF, un siècle de nucléaire et en avril le congrès de la CGT à Lille. CES ou un projet de société ?

**Jean-Pierre Germain**

---

* Tiré d'un historique de l'ASRAS par René Berthier (à paraître).

Chronique de l'obscurantisme

# Satan se cache dans l'alcool

**Les partisans** de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne défendent en particulier que c'est un État laïque, et qu'en plus cette laïcité est d'inspiration française. Outre le fait que cela n'est pas forcément rassurant, on peut aussi supposer que de l'eau a coulé dans le Bosphore depuis l'avènement d'Atatürk.

Le parti au pouvoir, l'AKP, est clairement d'inspiration musulmane. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, est réputé ne boire que du jus de fruit. Nombre de municipalités sont elles aussi dirigées par des membres de l'AKP. Il s'avère aujourd'hui qu'il est de plus en plus difficile de trouver de l'alcool en vente dans certaines villes.

Sur ce sujet comme sur d'autres, le Coran dit tout et son contraire. Après avoir dans un premier temps toléré par défaut la consommation de vin : « Ô les croyants ! N'approchez pas de la prière alors que vous êtes ivres, jusqu'à ce que vous compreniez ce que vous dites. » (Sourate 4. « les femmes » verset 43), il l'interdit ensuite : « Ô les croyants ! Le vin, le jeu de hasard, les pierres dressées, les flèches de divination ne sont qu'une abomination, œuvre du diable. Écartez-vous-en afin que vous réussissiez. Le diable ne veut que jeter parmi vous à travers le vin et les jeux de hasard l'inimité et la haine, et vous détourner du rappel d'Allah, et de la prière, allez-vous donc y mettre fin. » (Sourate 5. « La table servie » verset 90-91). Les fondamentalistes préfèrent toujours la version la plus coercitive du Coran. Leur but est que les croyants n'aient plus qu'une seule idée : obéir. Le cas échéant, ils peuvent aussi devenir des zombies prêts à tout.

Des politiciens, évidemment sous influence, réclament l'interdiction de l'alcool... Le fondamentalisme religieux est donc là aussi de plus en plus à l'offensive. C'est la prohibition qui est désormais en progression. Peu importe que la Turquie soit ou non dans l'Europe, cette Europe ne nous convient pas. En revanche, il ne nous est pas indifférent que l'obscurantisme soit en expansion, ici ou là-bas.

**Le Furet**

## Quand l'autruche éternue...

### C'est du propre

**« Personnellement, je suis très attachée au principe fondateur du mariage, à savoir un père, une mère et des enfants », Valérie Pécresse, porte-parole de l'UMP.**

Donc, les couples ne voulant ou ne pouvant pas avoir d'enfants devraient être interdits de mariage ? Donc, les couples s'étant révélés, après mariage, stériles, seraient condamnés au divorce ? Le mieux serait alors d'exiger des futurs mariés qu'ils fassent, avant toute cérémonie, la preuve de leur fécondité. Et donc de traîner derrière eux jusqu'à l'autel quelques mouflets. C'est du propre...

### Plombiers, gaziers, même combat !

**« Il ne faudrait pas que les gazoducs soient utilisés à des fins politiques », Kwasniewski, président de la Pologne.**

Après avoir terrorisé les peuplades occidentales, les avoir menacées d'invasion, le plombier polonais s'en prend maintenant au gazier russe. Qu'en pense le charbonnier ouzbek ?

### La colonisation, les choses

**« Tout ceux qui ont étudié l'histoire de France savent que la colonisation a apporté beaucoup de choses, dans un certain nombre de pays », Pasqua.**

Sénateur moribond, prévaricateur imbécile, père fondateur de la droite extrême, l'indigent des Hauts-de-Seine se montre fidèle jusqu'à l'absurde à l'idéologie d'un républicanisme puant. Car tous ceux qui ont étudié l'histoire des pays en question savent bien ce que la colonisation leur a enlevé, aussi, et qui ne sont pas que « des choses ». Le vieillard a fait le choix de mourir idiot. D'autres, moins vieux que lui, le suivent au bout de sa triste bêtise. Qu'ils crèvent.

### Longue vie à Sharon !

**« Je suis d'abord, et avant tout, juif », Ariel Sharon.**

Nous qui pensions que tu étais, d'abord et avant tout, Premier ministre d'Israël, voilà qui nous dispense de tous vœux de rétablissement. Nous souhaitons cependant que tu vives. Afin que tu puisses être un jour traduit devant une cour de justice, comme le criminel de guerre que tu es.

### Il peut le faire

**« Ce que la gauche italienne a fait, le PS peut le faire », J.-M. Ayrault, PS.**

Perdre les élections, laisser s'installer au pouvoir un cryptofasciste arrogant ? Demeurer à ce point centré sur ses problèmes internes qu'il se montre incapable d'être un opposant véritable ? Ne compter que sur l'alchimie de l'alternance pour, enfin, sans programme aucun, revenir au pouvoir ? Oui, le PS peut le faire.

### D'occase

**« N'utilisons pas le terme horrible "euthanasie". Parlons d'accompagnement, de fin de vie », Kouchner.**

De même, évitons les mots « sac de riz », préférons-leur ceux de « pochon nutritionnel ». Et, s'il vous plaît, ne parlons plus en ce qui me concerne d'ancien ministre de Mitterrand, disons plutôt « animateur occasionnel de l'expérience libéro-sociale ». En tant que futur présidentiable, je tiens beaucoup à l'adjectif « occasionnel ».

**Frédo Ladrisse**

*(sources : Europe 1, France Inter, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien)*

**... c'est toute la jungle qui s'enrhume**

# Brèves de combat

## Réveillon à la Santé

Nous étions plus d'une centaine à partir de la fontaine Saint-Michel ce 31 décembre pour aller manifester contre l'état d'urgence et pour la libération de tous les prisonniers, aux emmurés de la Santé. Après une marche sauvage, libre et tonique dans les rues de Paris, nous sommes arrivés en vue des hauts murs... où nous attendaient les forces de l'ordre. Bien que nous ayons tenté une diversion pour approcher la taule par un autre endroit, après une brève course poursuite, la gendarmerie et les CRS nous ont encerclés, dans une ruelle, avant que nous arrivions au but. Plus que les prisonniers, ce sont donc les voisins, au demeurant fort solidaires avec nous, nous envoyant par leurs fenêtres nourritures et boissons chaudes, qui auront profité des feux d'artifice. On a donc fait réveillon avec du pain, des toasts, des petits gâteaux, du bouillon de légumes chaud, le tout sous haute surveillance. Les forces nous ont gardés plus de 2 heures, serrés sur un trottoir entre les voitures et les immeubles. C'était plutôt gai, mais on se lasse de tout, alors quand des voisins ont décidé de partir avec leur voiture, on s'est mis derrière celle-ci, on a crié très fort et poussé. Et, après quelques coups de tonfas, les barrières des forces ont lâché et nous avons tous pu partir ! Libres ! Alors, les forces n'ont rien trouvé de mieux à faire que de s'engueuler et de se foutre des coups de tonfas entre elles !

## Irak - Des hôpitaux sous le feu de la coalition

Alors que les combats continuent dans la province agitée d'Al-Anbar, le personnel hospitalier dénonce les raids réguliers et les intrusions des militaires américains. Ceux-ci surgissent en effet régulièrement alors que les hôpitaux font face à une pénurie croissante de denrées essentielles et d'équipements. Selon les docteurs, deux hôpitaux de Ramadi (ville située à environ 110 km à l'ouest de Bagdad) sont les cibles régulières des attaques américaines. D'autres praticiens dénoncent le manque d'infrastructures et d'équipements adéquats.

## Grève à Montbéliard, suite...

Le tribunal de grande instance de Montbéliard a rejeté la demande de la direction de l'équipementier américain Burgess Norton d'expulser les salariés qui occupent le site de l'entreprise à Vieux-Charmont (Doubs) depuis trente jours. Les 70 salariés se sont mis en grève et ont commencé à occuper l'entreprise de fabrication d'axes de piston après avoir constaté le week-end des 20 et 21 novembre que la direction tentait de déménager les machines.

## Des antiracistes poursuivis

Des militants antiracistes sont poursuivis pour diffamation par le maire de Saint-Claude (Jura). Les prévenus appelaient à réagir contre une lettre de Jean-Louis Millet, maire de Saint-Claude, adressée au ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, le 1er octobre 2003. M. Millet s'alarmait notamment de «l'afflux continuel et numériquement important de nouveaux arrivants» dans sa ville. «Cet afflux incessant concerne essentiellement la communauté turque, dont l'économie souterraine criminelle reposant sur le trafic de drogue [...] est en train de faire des ravages», écrivait-il encore, mentionnant une «colonisation» et un risque «d'explosion sociale».

## Pas de flics à l'école

Le syndicat CNT de l'Éducation 93 s'oppose à toute tentative officielle d'imposer la permanence des flics dans chaque établissement scolaire : que les gouvernements, actuels ou futurs, ne s'avisent pas, par ce prétexte ou un autre, d'y créer des «antennes de police». Les travailleurs de l'éducation seraient contraints de faire valoir leur droit de retrait. Personne ne travaillera sous la surveillance menaçante d'uniformes et d'armes. «Nos élèves ne sont ni nos adversaires, ni nos ennemis. Notre administration, souvent. Nos dirigeants politiques et patronaux, toujours.»

## De Robien méprise les non-titulaires

Les collectifs radicalisent leurs actions en faveur des non-titulaires. Leur mobilisation converge sur le double objectif suivant: alerter l'opinion sur la politique du ministère de l'Éducation, qui est de loin la plus grosse agence d'intérim du pays, avec les vacations et les contrats morcelés ou au rabais ; rencontrer le ministre De Robien, plus gros licencieur de France, pour lui demander pourquoi l'État débauche les enseignants expérimentés quand il faudrait en recruter, particulièrement dans les banlieues, pour faire le choix de l'éducation plutôt que de la répression, et pour exiger le réemploi et la titularisation de tous les non-titulaires (qui ont été embauchés et réemployés sur les mêmes critères de diplômes que les titulaires).

## Conflits sociaux dans le Rhône

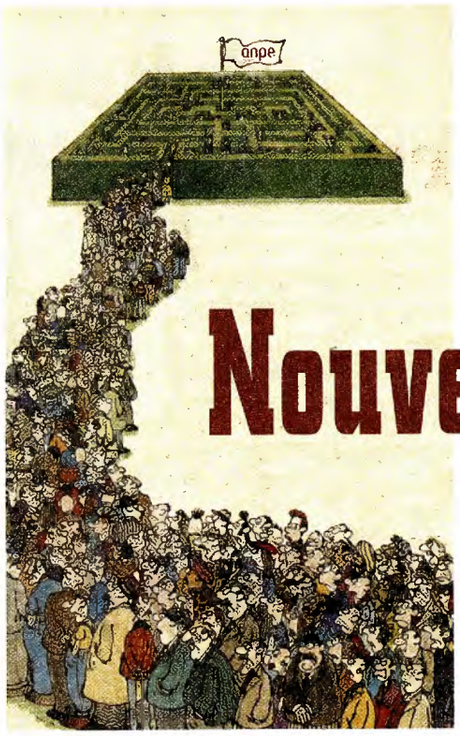
Au moins une dizaine de grèves ont été recensées, parfois très longues, dans le Rhône. Plusieurs syndicats constatent un réveil des salariés : sur les trois premières semaines de décembre, pas moins de onze mouvements de grève ont eu lieu, principalement dans le privé et le plus souvent à l'appel de la CGT, suivie de la CFDT et de FO ; soit une moyenne de quatre conflits par semaine. Des mouvements plus brefs se sont également produits en pagaille chez Rhodia (deux jours), Cegid SA (un jour), CSSi Bron (un jour), mais aussi à l'Institut national des appellations d'origine de Villefranche (un jour), au dépôt Nestlé de Meyzieu (un jour), à l'office du tourisme de Lyon (un jour symbolique), sans oublier Securitas (deux jours distincts, à Caluire et à Feyzin), Lyon Capitale (conflit en cours) et le conseil général du Rhône (débrayages au choix pendant une semaine).

## Arrestations de syndicalistes en Iran

Le pouvoir judiciaire de la République islamique a ordonné l'arrestation de 8 militants syndicalistes. Il leur reproche la refondation du syndicat et l'organisation de la grève. La justice islamique avait déjà condamné à la prison et à l'exil des militants ouvriers qui avaient manifesté le 1er mai dans les rues de Saghez (une ville située au Kurdistan). La République islamique réprime les militants ouvriers alors que le mouvement ouvrier d'Iran s'amplifie de jour en jour.

## Flicage de la précarité

Un décret rendant possible un contrôle accru des demandeurs d'emploi est paru au *Journal officiel*. Publié sans bruit lors du week-end de Noël, ce texte daté du 22 décembre modifie un article du code du travail consacré aux documents que peuvent obtenir les «agents publics effectuant les opérations de contrôle de la recherche d'emploi». Les agents peuvent désormais accéder à des documents du fisc «en cas de présomption de fraude». Certes il est beaucoup plus facile de s'en prendre aux pauvres qu'aux riches, et c'est vrai que ce sont des chômeurs qui occupent des logements de fonctions de 900 mètres carrés dans les beaux quartiers parisiens, ce sont encore des chômeurs qui bénéficient de certains emplois fictifs dans les mairies de grandes villes, ce sont toujours des chômeurs qui dépensent des millions dans des « frais de bouche » et, évidemment, ce sont des chômeurs qui ont organisé les magouilles du Crédit Lyonnais, et tout ceci avec ce qu'on appelle l'argent public...




# Nouvelles des fronts

**Triste bilan** pour cette fin d'année 2005, la guerre sociale fait rage, le Medef mène la danse du scalp, et nous voilà tondus! Une rentrée sociale sans lendemain en octobre, une petite journée d'action symbolique, en quelque sorte pour l'honneur, pour faire comme si ou surtout pour faire croire aux dominés que leur capacité de résistance est encore vigoureuse. Tromperie, illusion, délégation, soumission: cortège de tous les maux! Défaites en série, les délocalisations en nombre se poursuivent et les licenciements massifs se multiplient. Enfin, dans la dernière ligne droite: la SNCM est vendue au plus offrant en attendant le naufrage et les licenciements, la RTM est privatisée par appartement, la grève foire à la SNCF et à la RATP où là encore des privatisations rampantes se profilent. L'ouverture au capital d'EDF se fait sans écho ou plutôt avec 6000 suppressions de postes à la clé... Et le pompon pour l'année qui se termine, les troupes des tueurs d'élites de la République envoyés par deux fois lors d'un conflit social en Gironde et en Corse contre des travailleurs en lutte! Nous voilà avertis, ils ne céderont sur rien, ni sur les salaires, ni sur les retraites, ni sur les privatisations, ni sur... où alors va falloir cogner fort et là, la belle armée de guerre civile, si prompte à exécuter les coupeurs de route, pourrait nous attendre au coin du bois. Les cartes sont tirées, les dés sont jetés, plus de demi-mesure. Le dernier conflit sur le RER (ligne C et D) à la SNCF l'a démontré une nouvelle fois en décembre. Malgré 80 % de grévistes, onze jours de grève, le trafic paralysé, 700000 usagers sur le carreau, la direction n'a rien concédé ou presque. C'est générale, la grève, qu'il nous la faut, sinon point de salut mais des luttes ponctuelles qui usent et démoralisent. Alors en 2006, on la prépare, on met un peu de thunes de côté, on s'organise et, pour 2007, que la fête commence, pas celle des urnes, celle de la rue, celle des occupations, celle de la solidarité et pourquoi pas celle de l'autogestion!

Mais pendant la trêve de fin d'année, la guerre continue. Après le chantage chez HP à Grenoble, c'est Bosch-France qui réitère. Après le retour aux 36 heures en 2004, c'est le retour aux 40 en 2006 ou alors c'est le chantage aux dix mille emplois. Sinon, comme l'an dernier, tu peux toujours aller travailler en Malaisie fabriquer des préservatifs. C'est ce que propose Radiatex (Allier) à ses salariés, petit travail tranquille assuré: salaire de misère, 48 heures par semaine, 300 jours par an. On demande des volontaires. Chez Salomon (Haute-Savoie) on déchausse pour cause de délocalisation là encore. 378 emplois sur 1500 seront supprimés en 2007. Côté chômage, ça ne s'arrange pas non plus, grâce à la résistance « héroïque » des organisations syndicales « représentatives », un accord équilibré (dixit Chérèque et Parisot) a été trouvé sur le dos des chômeurs et des travailleurs. Ces derniers vont payer plus (0,2 %), les autres voient leurs conditions d'indemnisation se durcirent (plus de mois de cotisation pour l'accès au droit) et la durée de prise en charge se réduire, le tout contre trois miettes facilitant théoriquement la formation pour les chômeurs. Quant à la précarité, pas besoin de la délocaliser. Si l'on en croit les derniers chiffres de l'intérim, elle se porte plutôt bien, plus 2,6 % en un an d'emplois intérimaires. C'est l'industrie qui bat tous les records avec 45,6 % d'intérimaires pour un secteur qui ne représente que 22,2 % de l'emploi salarié.

Grève défensive sur le port du Havre où les grutiers refusent de se voir « privatiser » dans le cadre des activités du nouveau port conçu pour recevoir des porte-containers. Fini, le statut semi-public, fini les grèves de dockers. Du privé, rien que privé, c'est plus flexible et moins protecteur, fallait y penser.

Chez nos voisins, au-delà des tracés étatiques que sont les frontières, l'année 2005 n'a pas été plus réjouissante et la 2006 ne s'annonce guère plus souriante. Ici ou là, des actes de résistance comme la grève du personnel d'Irish Ferries contre des licenciements et l'embauche de marins non européens à 3,50 euros de l'heure quand le salaire minimal est de 7,50 euros en temps normal. 100000 personnes dans la rue par solidarité (et par crainte d'extension des sous-salaires) en Irlande, belle démonstration mais sera-t-elle suffisante pour faire reculer les nouveaux négriers? En Allemagne, Electrolux fermera en 2007 son usine de Nuremberg pour délocaliser en Pologne. 1750 emplois passeront à la moulinette. Quant à Beiersdorf (Nivéa), c'est 1100 emplois en Europe qui seront supprimés mais tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Ford-USA annonce 25000 suppressions d'emplois sans pudeur. Mais, première grève depuis vingt-cinq ans dans les transports new-yorkais pour les salaires et contre le passage de 55 à 62 ans pour les départs en retraite (on a déjà vu ça quelque part!). Grève vite déclarée illégale avec menace de sanctions: emprisonnement des leaders syndicaux et un million de dollars d'astreinte par jour pour le syndicat. De quoi faire réfléchir; reste que les négociations vont s'ouvrir. Interdiction de la grève, en v'là une idée. Si c'est possible dans « la plus grande démocratie » du monde, tout comme au Canada pour les fonctionnaires, le service minimum c'est du luxe. Sarko et son « brun trust » vont y réfléchir.

Asie, le chômage a atteint 4,5 % de la population active en octobre au Japon. Quand on connaît le taux d'emploi des femmes âgées de 25 ans et plus, on n'a rien à leur envier, leur galère a le même nombre de rames que la nôtre. Chine, plusieurs milliers d'« émeutes » (terme officiel) réprimées en 2005. Rien d'étonnant là non plus lorsque l'on sait que, dans la plus grande dictature socialiste de marché du monde, sept cents millions de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour, que 15000 individus meurent chaque année dans un accident du travail après avoir gratté entre soixante et soixante-dix heures par semaine et pour certains avoir dormi dans des dortoirs insalubres. Et y'en a qui osent se plaindre!

Enfin, la rédaction du *Monde libertaire* s'associe à moi pour souhaiter une bonne année 2006 à Bolkenstein dont on annonce le grand retour, et un bon congrès confédéral au général Thibault.

**Hugues**
*groupe Pierre-Besnard*

# 9e Collectif contre Sarkozy

## Une année active

Nous vous avions fait part dans les précédents numéros de notre hebdomadaire des rebondissements de la lutte du 9e Collectif de sans-papiers. De l'expulsion musclée à grand renfort de gaz lacrymogène et de délation (de sans-papiers, de soutiens et de membres de la FA) du local du PS 93, jusqu'à la grève de la faim de douze membres du collectif durant 53 jours, en passant par l'expulsion d'un des locaux parisiens de l'Unicef. Depuis, les militants du 9e n'ont pas arrêté de lutter pour le droit à une vie décente.

## Rafles et rétentions

Durant l'été, un membre du collectif s'est fait arrêter lors d'une rafle. Hormis la réaction logique pour la libération réussie du camarade (occupation de la préfecture de Paris, de la mairie de Neuilly et une petite visite au centre de rétention), le collectif se penche sur la question des rafles et entame une campagne contre celles-ci. Après moult manifestations dans des quartiers populaires, la création d'affiches, de tee-shirts et de petites occupations, le 9e se rend à une évidence : il faut une action d'envergure...

## Invasion en pays sarkoziste

Le 4 novembre, décision est prise d'occuper le conseil général des Hauts-de-Seine (92), dont le président est Nicolas Sarkozy. À 70 personnes, nous avons bloqué durant six heures le bâtiment. Vers 22 heures, la police assistée de trois camions de CRS a investi le lieu et nous a évacués de façon musclée.

La municipalité de Nanterre nous propose alors une salle située en face du conseil général et de la préfecture pour la soirée. L'occupation dure depuis deux mois.

Le 5, l'assaut se poursuit dans les locaux UMP d'Antony, permanence de Patrick Devedjian, bras droit du petit Nicolas.

Le 7, la SEM (Société d'économie mixte), dont le président se trouve être le cumulard ambitieux de la place Beauvau, est occupée. Le fax est réquisitionné pour demander un entretien avec le ministère. Entretien qui sera accordé dès le lendemain, et promesse est faite de réexaminer tous les dossiers...

## Début de la guerre de tranchée

L'occupation durant, le collectif organise d'autres actions.

Le 14 novembre, jour de la manifestation pour les services publics, le 9e se joint au cortège et se place derrière les chevénementistes, qui se voient harcelés et jetés en dehors de la manif par des sans-papiers, des soutiens et des anarchistes ne manquant pas de mémoire.

Le lendemain, nouvelle action : l'UMP organisant ses « 48 heures pour un mouvement populaire », il était logique que le peuple, dont des sans-papiers, s'invitent.

Nous nous sommes donc rendus à la permanence UMP d'Asnières, que nous avons occupée. Prétendant se faire le porte-parole du collectif, Francis Ramine Pourbagher, directeur du cabinet du maire, bénéficie d'une certaine écoute ne débouchant sur aucun autre résultat qu'une violente intervention de la BAC qui se soldera par l'arrestation d'un militant (libéré aussitôt) et le gazage à bout portant d'une jeune femme, qui fera une crise d'épilepsie et finira la soirée à l'hôpital.

## Le 9e et ses alliés

Après cette action, le 9e organise une manifestation à Nanterre et s'invite au Salon du livre, pour vendre son propre livre (édité dans la semaine pour l'occasion) sur les rafles, ce qui lui valut le soutien d'un certain nombre d'auteurs. Le collectif bénéficie de trois cartons de nourriture acquis lors d'une action de réquisition, chez Lenôtre. Une action commune avec Act-Up, consistant en un die-in, place Beauvau s'est terminée par l'interpellation de tous les militants (soutiens, militants d'Act-Up, de la FA, etc.) qui sont ressortis des commissariats dans les quatre heures.

Le soir même, un sans-papiers est interpellé et est tenu en otage en échange d'une bonne conduite lors d'une manifestation prévue deux jours plus tard à Neuilly. Le 9e, lors de cette manifestation, envahit tout de même le centre commercial de la Défense pour protester contre l'accueil policier de Neuilly.

## Contre-attaque sarkoziste

Le 16 décembre fleurit sur les murs de la capitale une affiche signée Act-Up et 9e collectif de sans-papiers invitant nos chers concitoyens à voter Le Pen sous une photo de Nicolas. Très médiatisée, elle provoque la colère de l'aigri de l'Intérieur qui souffle dans les bronches du préfet du 92, lui demandant d'agir à chaque sortie du collectif.

Lors d'un des rassemblements quotidiens du collectif devant la salle occupée, six soutiens, dont des militants de la FA, sont placés en garde à vue et libérés dans la soirée avec un rappel à la loi. Décision est prise par la préfecture d'arrêter toutes les personnes participant à une initiative du collectif sur Nanterre. Promesses de politiciens tenues pour une fois, un rassemblement prévu le 30 décembre est interdit et, à l'heure prévue, une quinzaine de voitures de flics attendent tout contrevenant.

## La suite...

Le 9e Collectif a d'ores et déjà eu des retombées positives de ces actions. Lorsque, à deux reprises, des personnes ont été interpellées, elles ont été remises en liberté dans les deux jours, grâce à la mobilisation. Six personnes vont être également convoquées pour être régularisées dans les prochains jours. Nous espérons que d'autres suivront. Néanmoins nous ne sommes plus en odeur de sainteté auprès de la mairie, qui souhaite récupérer sa salle, et nous l'a fait savoir par un courrier demandant notre départ avant le mercredi 8 décembre. Nous ne savons combien de temps pourra durer l'occupation. Mais quoi qu'il arrive, les sans-papiers resteront mobilisés, car seule la lutte paie.

**Moko**
*groupe Claaaaaash*
**Karim**
*groupe Idées noires*

# Alerte, on nous manipub !

Thierry Libertad

**Le samedi 10 décembre 2005**, à l'appel du groupe anarchiste Marée noire, du groupe Jean-Roger Caussimon (Fédération anarchiste) et du Groupe nancéen anti-pub (GNAP!), une soixantaine de militants et sympathisants libertaires et écologistes se sont réunis, à Nancy, pour manifester leur mécontentement face à l'invasion publicitaire quotidienne dont font l'objet nos boîtes aux lettres. Ce fut l'occasion d'exprimer notre refus du matraquage idéologique que représente la publicité et dont nous sommes malgré nous les victimes. Un grand déversement de prospectus publicitaires s'est effectué devant le centre commercial Saint-Sébastien, au centre-ville, et un tract fut distribué. Cet acte symbolique fut, dans l'ensemble, bien accueilli par les passants dont certains se sont joints à l'action. D'autres manifestations de ce type devraient avoir lieu au cours de l'année.

## Un coût écologique désastreux

Plusieurs motifs sont à l'origine de notre opposition à la publicité. Tout d'abord, sa production représente un coût écologique désastreux. Chaque année, 18 milliards d'imprimés (soit 830 000 tonnes de papiers publicitaires) et 1,8 milliard de journaux gratuits (soit 160 000 tonnes) transitent dans nos boîtes aux lettres. Distribués essentiellement par les grandes surfaces, ces prospectus augmentent considérablement le volume de nos ordures ménagères et contribuent au gaspillage des ressources naturelles. Pour fabriquer une tonne de papier, il faut abattre environ 10 arbres. À titre d'exemple, si 5 % des Français décidaient de ne plus recevoir d'imprimés publicitaires, ce seraient 40 000 tonnes de papiers épargnées, soit 400 000 arbres qui ne seraient pas abattus. Ajoutons à cela que la production des prospectus requiert l'utilisation de produits nocifs pour l'environnement et une grande quantité d'énergie.

## Une escroquerie financière

Cette publicité prétendument « gratuite » ne l'est, en réalité, pas du tout. Elle représente même une véritable escroquerie financière. En effet, pour le « consommateur », le coût de la publicité, sous toutes ses formes, est systématiquement répercuté sur le prix de nos achats. Chacun de nous paye ainsi, en moyenne, 500 euros par an pour rembourser les investissements publicitaires des entreprises, dont 62 euros pour les seuls prospectus ! D'autre part, pour le « contribuable », le coût de la collecte et du traitement de ces déchets est inclus dans le montant des taxes locales. Ces prospectus publicitaires représentent ainsi une charge de l'ordre de 110 millions d'euros par an

pour la collectivité. Pour une ville de 100 000 habitants, leur traitement représente une dépense de 250 000 euros par an.

## Une entreprise de propagande

Enfin, la publicité est un des plus puissants vecteurs de l'idéologie capitaliste. Véritable arme de propagande au service de l'économie de marché, elle formate les esprits en assurant que le bonheur est au bout du portefeuille.

La publicité impose les modes et les normes vestimentaires, physiques, culturelles et esthétiques. Elle pousse à l'uniformisation des besoins et des envies et incite au renouvellement continu. Accumuler toujours plus de biens, voilà la clef du bonheur ! D'où la création d'un sentiment de frustration permanent, tant pour celui qui peut, et donc veut, acquérir toujours plus que celui qui n'a que peu (ou pas) accès à la consommation.

La publicité est indissociable du mythe de la croissance infinie. Alors que nous savons les ressources de notre planète limitées, elle nous conduit dans une impasse suicidaire.

La publicité impose sa loi aux médias car elle les finance. Elle favorise la course à l'audience au détriment de l'objectivité et de la qualité informative. Selon ses partisans, les programmes télévisés ne sont-ils pas destinés à lui assurer « un temps de cerveau disponible » ?

La publicité promeut le sexisme et défend la domination patriarcale : la femme au foyer, l'homme au volant de grosses voitures, le petit garçon jouant à la guerre, la petite fille à la future épouse et maman.

La publicité ment : elle vante des produits qui n'ont aucune utilité. Elle insinue que les Total, EDF, Cogéra… sont des entreprises écologiques dont le but est d'améliorer notre vie.

La publicité cherche à occuper tous les espaces de notre vie : dans les médias (télévision, radio, presse), sur les murs de nos villes, au bord des routes, dans nos boîtes aux lettres… À quand dans les écoles ?

## Que faire contre ce véritable danger ?

Il existe pourtant des solutions individuelles pour lutter contre cette calamité. Concernant la publicité adressée, on peut la renvoyer à l'expéditeur sans l'ouvrir et sans la timbrer, après avoir rayé son nom et marqué « refusé » sur l'enveloppe. On peut éventuellement écrire à la société qui nous dérange pour lui demander d'arrêter ou saisir la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés). Pour la publicité déposée, le plus simple est d'apposer sur sa boîte un autocollant exprimant son refus. Il est aussi possible de renvoyer la publicité dans une enveloppe sans timbre à la société vantée par le prospectus. Déposer dans les boîtes de La Poste ce qu'elle a glissé dans la vôtre est une autre solution.

Il est également nécessaire d'agir collectivement. Ainsi, par la mobilisation, la manifestation, l'action directe, le boycott, etc., exprimons notre hostilité à la publicité et aux entreprises qui l'utilisent et établissons un rapport de force suffisant pour inverser la tendance.

Néanmoins, la somme des actions individuelles et collectives ne saura mettre un terme à ce fléau qui empoisonne nos vies car il est intimement lié au système économique et politique en vigueur. Si nous voulons rompre avec cette logique marchande et consumériste qui menace notre existence, nous ne pouvons faire l'économie d'un changement radical de société, fondé sur la décroissance et l'autogestion, le fédéralisme et la solidarité. Mains à l'œuvre !

**T.L.**

# Soldats d'encre et de papier

## pour une révolution vaincue

Freddy Gomez

Quand s'agitent nos mémoires et que remontent les souvenirs d'une guerre mythique qui se voulut d'abord révolution, ce sont précisément ces images-là qui font corps, comme si l'Espagne du peuple en armes y tenait tout entière. Les plus connues d'entre elles exultent d'héroïsme: le preux révolutionnaire y écrase la bête immonde, la milicienne du nouveau monde y empoigne le fusil, le paysan y brise ses chaînes. Le fond y est souvent rouge et noir, les slogans imposants, les gestes éloquents, l'illusion lyrique évidente. Comme autant de figures d'un rêve émancipateur, elles s'imposent encore et encore, ces représentations, quand défaillent nos imaginaires et que nous étouffe par trop l'époque, la nôtre s'entend.

*Espagne 36, les affiches des combattant.e.s de la liberté*, ouvrage coédité par les Éditions libertaires et les Éditions du Monde libertaire, a pour principale vertu d'ouvrir largement le champ visuel de notre mémoire espagnole. Ses pages recèlent quelque 200 affiches commandées le plus souvent – mais pas uniquement – par le mouvement libertaire à des affichistes professionnels. Élégamment mises en page et sobrement légendées, elles s'accompagnent d'une vingtaine de notices biographiques de leurs auteurs – une soixantaine d'entre eux ont été identifiés –, de contributions originales de Wally et de Chloé Rosell et de textes ou de témoignages d'Augustin Souchy, Abel Paz, José Riera, Louis Lecoin, Nicolas Faucier, Paul Lapeyre, André Prudhommeaux et Lucia Sánchez Saornil. Une chronologie et une bibliographie complètent le tout. De la belle ouvrage, en somme, excellemment maîtrisée du point de vue graphique. Seules retenues: la présence de quelques grossières coquilles (y compris dans les noms propres) et l'absence d'un index onomastique.

« Une affiche, écrivit Josep Renau, artiste proche du constructivisme soviétique, est un cri lancé depuis un mur. Apparemment silencieux, son domaine n'est pas celui du son: c'est un cri visuel. Une alarme. Un avertissement. Un rappel urgent. » Quelque trois mille « cris » de ce type sortirent des murs des principales villes de l'Espagne républicaine entre 1936 et 1939. Ils disaient tous, chacun à sa façon, un peu du drame qui s'y jouait, entre utopie et pragmatisme, entre désir et sacrifice, entre révolution et contre-révolution. Pièces centrales du discours de propagande, les affiches de la guerre d'Espagne charrient ses insurmontables contradictions. En langage simple, parfois simpliste, elles interpellent les consciences, elles les orientent aussi. Ici, vers la révolution sociale. Là, vers la défense de l'ordre républicain. Ici, vers la formation de milices. Là, vers la

*Espagne 36, les affiches des combattant.e.s de la liberté*, Éditions libertaires - Éditions du Monde libertaire, 2005, 160 p., 33 euros.

consolidation de l'armée populaire. Au gré des circonstances et du temps.

Carles Fontseré, affichiste talentueux dont l'ouvrage reprend opportunément un texte publié en 1983, a raison d'insister sur le fait que « les œuvres spontanées d'artistes engagés dès la première heure, par leur travail, dans la lutte contre la réaction et le fascisme armés » ont peu à voir avec celles que les officines de propagande des organisations antifascistes leur commandèrent par la suite. Les premières, imaginatives et multicolores, expriment une liberté conquise. Les secondes, qualitativement plus maîtrisées et politiquement « institutionnelles », épousent le cours d'un temps où la guerre dévore la révolution. Pourtant, et c'est un des paradoxes de ce conflit, on les doit aux mêmes artistes, comme on doit à la même CNT-FAI – ou presque – la glorification de la révolution et son contraire. Ainsi, Josep Ricards Obiols, Toni Vidal, Manuel Monleón, les frères Arturo et Vicente Ballester ou le propre Carles Fontseré, pour ne citer qu'eux parmi beaucoup d'autres, saisirent dans leurs œuvres l'apogée et la chute. Poussés par un même enthousiasme, pourrait-on dire. Car l'institutionnalisation de l'antifascisme, sa transformation en idéologie d'État – avec pour corollaire obligé la mise sous le boisseau du processus révolutionnaire – furent assez largement admis comme un recul nécessaire. Par les artistes et par leurs donneurs d'ordre. On ne connaît pas, par exemple, d'affiches qui s'opposent au militarisme en formation, à la censure de guerre ou à la présence de ministres anarchistes au gouvernement.

En ce sens, cette guerre civile peut aussi se lire à travers sa production graphique. Elle en imprime la symbolique – émancipatrice ou guerrière –, elle en précise les rapports de force, elle en indique les dérives. Réduite à sa plus simple expression – le slogan et la consigne –, la représentation qu'elle véhicule en dit long sur ce qui compte ici et maintenant dans la tête de ses concepteurs, sur le pourquoi les combattants doivent désormais mourir. Il suffit de s'y plonger pour saisir in vivo l'ankylose de la révolte en temps de guerre, la sinuosité des lignes politiques, la progressive suspension des spécificités et le ralliement de tous à un discours unique: celui de l'antifascisme. Ces soldats d'encre et de papier sont, en somme, autant de héros positifs d'une révolution vaincue par la guerre. D'une double défaite, en somme, puisque, défaite la révolution, cette guerre fut perdue à son tour.

Il faut donc s'en tenir à l'idée exprimée en introduction d'ouvrage par Wally Rosell, pour qui ces affiches « racontent, avec autant de richesse que les livres, les photos ou les films, les luttes, les événements, les combats, la vie quotidienne de cette période mouvementée ».

Ajoutons qu'elles les racontent à chaud, sur le vif, sans filtre. Entre le prolétaire dépenaillé, souriant et conquérant surgi des usines à rêve que furent les ateliers graphiques barcelonais collectivisés de juillet 1936 et le fils du peuple portant casque et imprimant aux murs des villes ses couleurs de guerre quelques mois plus tard, le fossé se révèle immense. C'est celui qui sépare le grand mythe de la classe ouvrière autosuffisante, construit par accumulation narrative et métaphorique dans la presse syndicaliste et libertaire espagnole depuis un demi-siècle au moins, du mythe antifasciste et « front-populiste » tout nouvellement élaboré dans les officines du Komintern et véhiculé par ses agents d'influence. Autrement dit, la substitution d'un mythe à l'autre sur des affiches signées ou cosignées par des organisations libertaires instruit fortement sur le déplacement de l'imaginaire anarchosyndicaliste en temps de guerre, sans doute davantage que des discours.

Il faut nuancer, cependant. D'être comparées aux affiches produites par d'autres organisations – communistes, notamment – et réalisées parfois par les mêmes artistes, qui travaillaient indistinctement pour les unes ou les autres, celles de la CNT-FAI, même ralliée à un antifascisme institutionnel, laissent entrevoir, parfois, une certaine originalité thématique. L'ouvrage en fournit quelques exemples. Ainsi, le prolétaire figuré, non plus comme soldat-masse, mais comme prolétaire, ne déserte jamais tout à fait l'affiche libertaire. On l'y voit encore, quand l'heure est au militarisme triomphant, vanter les mérites des collectivisations, lire la presse anarchosyndicaliste ou crier sa soif de liberté et de culture sur les murs des villes. Comme si, le mono résistant à l'uniforme, l'anarchisme de tranchée refusait de céder définitivement à ses démons. L'interprétation est peut-être osée, ou forcée, mais elle a l'avantage d'ouvrir une perspective, comme la barricade de Mai-37, trop vite démontée pour surprendre mais fière d'avoir été dressée, dégagea l'horizon.

Car, et ce livre en témoigne amplement, le mouvement libertaire, même pris dans cette tenaille des circonstances et privé de moyens propres pour en sortir, cultiva, la guerre durant, la nostalgie d'un assaut premier contre l'ordre du monde. Un assaut joyeux et fraternel, si fortement représenté par ces aquarelles de Sim qui scandent les chapitres de l'ouvrage qui nous a occupés, et dont, on l'aura compris, nous recommandons vivement la lecture.

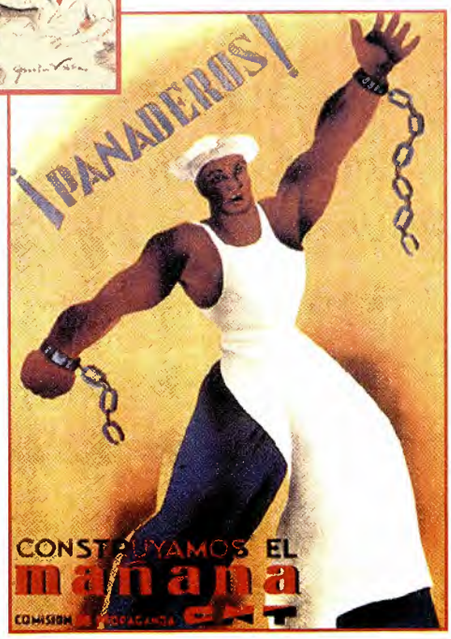
DE LOS HOMBRES
MAÑANA
OS SU EJEMPLO
TEMEO LIBERTARIO FAROS
DEL DISTRITO 5º

les MILICIENS ont FROID
femmes!
mères françaises!
aidez
L'ARMÉE de la LIBERTÉ
APPORTEZ ou EXPÉDIEZ VÊTEMENTS, MÉDICAMENTS
VIVRES AU CENTRE DE RAVITAILLEMENT DES MILICES
ANTIFASCISTES D'ESPAGNE. 26, Rue de Crussol, PARIS
EDITÉ PAR LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

¡MUJERES!
CNT
AIT
INDUSTRIAS de GUERRA
El campo
COLABORAD: LA VICTORIA
CON·VUESTRO·TRABAJO·
AGRUPACION de MUJERES
LIBRES de CHAMARTIN

INDUSTRIA DE CAMISERIA Y CORBATERIA
LOS TALLERES, EN LA CONSENTRACION
CNT
UGT
¡COMPAÑERA!
DEFENDIENDO LA
CONCENTRACIÓN,
LABORAS TU BIEN-
ESTAR Y AFIANZAS
TUS CONQUISTAS
OBSERVA
LOS DEFECTOS DE LOS ACTUALES TALLERES

F A I
He aquí
nuestro
lema
¡¡LIBERTAD!!


¡PANADEROS!
CONSTRUYAMOS EL
mañana

# Venezuela

# Forum social alternatif

**Nous lançons un appel** à la solidarité des groupes et des individus anarchistes du monde entier pour la réalisation à Caracas, entre le 24 et le 29 janvier 2006, du Forum social alternatif. Nous sommes fortement impliqués dans l'organisation de cet événement, dont les objectifs coïncident avec ceux du mouvement anarchiste au Venezuela. Nous faisons donc tout notre possible pour que le Forum puisse se tenir avec succès. Car nous pensons que, dans la situation actuelle, au Venezuela et en Amérique Latine, un forum avec ces caractéristiques sera un espace privilégié pour la diffusion des idées et des pratiques du socialisme libertaire.

Le FSA se veut un défi au 6e Forum social mondial et au 2e Forum social des Amériques qui vont se réaliser à Caracas aux mêmes dates, sous le patronage du gouvernement actuel vénézuélien. Les références idéologiques de ce gouvernement, de ses alliés de la dictature cubaine ou des personnes qui encensent le Venezuela et Cuba comme deux modèles à suivre, sont bien trop connues. Mais il est aussi intéressant de rappeler que les précédents FSM ont été dominés par le réformisme imposé par la social-démocratie et les ONG subventionnées par le capital transnational. Cela n'a pas été sans générer des conflits avec celles et ceux qui proposaient une orientation résolument plus radicale au sein du mouvement antiglobalisation.

Il est donc clair pour nous que nous n'aurions rien ou peu à trouver dans un espace comme le FSM. C'est pour cela que nous nous sommes lancés dans l'organisation d'un « contre-forum » (le FSA) où il serait possible de nous rencontrer et de débattre avec celles et ceux qui partagent des positions antiautoritaires et anticapitalistes et qui aspirent à construire un futur de liberté, d'égalité et de solidarité.

À l'organisation du FSA participent des anarchistes et des personnes qui ne le sont pas mais qui suivent une orientation libertaire. Ses premiers résultats sont visibles sur la page web du FSA. Et nous estimons que le bilan de ce type d'initiative sera favorable au mouvement anarchiste, non seulement local mais aussi à l'échelle du continent puisque la convocation au FSA a été largement diffusée dans tous les pays d'Amérique. L'appel à participer au FSM est bien sûr large. Mais le FSA donne la possibilité de réunir les militants libertaires aussi bien américains que d'autres continents.

Dans de telles circonstances, l'ampleur de la tâche que nous affrontons nous impose de prévoir des entrées d'argent que nos moyens habituels ne nous permettent pas. Nous sommes fiers d'avoir pu générer localement les revenus qui permettent de réaliser la plus grande partie des activités anarchistes au Venezuela ces dernières années. Mais notre participation au FSA implique des coûts qui ne pourront être couverts sans une aide solidaire extérieure. Le soutien que nous sollicitons par ce message pourrait être apporté par la remise de matériel pour la vente (publications, productions sonores et audiovisuelles, autocollants, etc.) mais aussi par des donations en dollars ou en euros. Celles-ci pourront se faire de différentes manières :

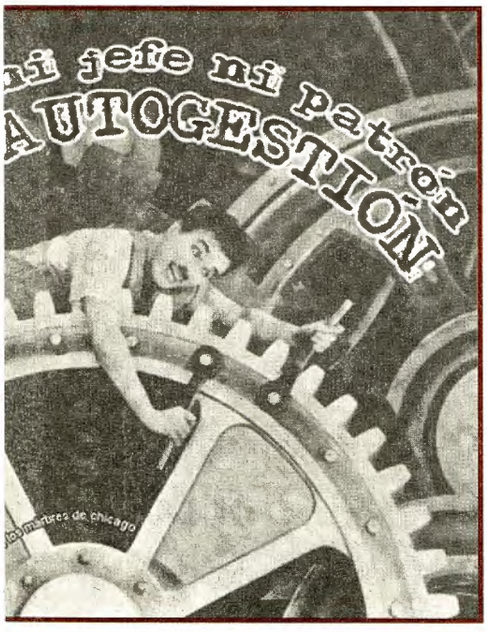
– Envoi par mandat Western Union à Caracas au nom de Rafael Uzcategui carte d'identité (Venezuela) # 11599339.

– Transfert bancaire international au nom de Antonio Serrano Gonzalez sur le compte 0049527504271180125 de la Banque Santander Central Hispano (Banque au Espagne).

– Transfert bancaire en France au nom de Nicolas Retière. Le contacter par courriel à l'adresse stillangry@no-log.org pour qu'il vous fournisse ses coordonnées bancaires.

Pour les donations en espèces ou de matériel, nous vous serions reconnaissants de nous informer directement à ellibertario@nodo50.org et mendezn@camelot.rect.ucv.ve en nous fournissant le plus d'information possible sur la donation pour que nous puissions assurer sa réception.

Pour finir, nous vous remercions par avance de l'aide que vous pourrez nous apporter. Nous vous invitons une nouvelle fois à visiter nos sites internet pour que vous connaissiez ce que nous sommes en train de réaliser au Venezuela afin de construire un monde nouveau qui nous tient à cœur.




**Comisión de Relaciones Anarquistas de Venezuela**
*CRA/Periódico El Libertario*
*www.nodo50.org/ellibertario*
**Centro de Estudios Sociales Libertarios - CESL**
*www.centrosocial.contrapoder.org.ve*
**Cruz Negra Anarquista Venezuela**
*http://contrapoder.org.ve/carcelesno.htm*
**Ateneo Autónomo La Libertaria**
*www.contrapoder.org.ve/angrykultur/index.htm*
**Banda de rock ApatíaNo**
*www.geocities.com/apatiano*
**Banda de rock Los Dólares**
*www.losdolares.cjb.net*
**Cooperactiva de Bandas**
*estebanibal@linuxmail.org*
**Organización Nelson Garrido**
*www.nelsongarrido.com*

FSA : www.fsa.contrapoder.org.ve

# Banlieues

# Une révolte spontanée

**Groupe Gard-Vaucluse**

de la Fédération anarchiste

**Les émeutes**, qui ont secoué les banlieues des grands centres urbains en France, sont l'expression d'une révolte populaire spontanée. C'est maintenant officiel, à qui pouvait encore en douter ; les RG viennent de rendre leur rapport, démentant ainsi les propos du ministre de l'Intérieur dont ils dépendent. Point n'est besoin de lire ce rapport pour se rendre à cette évidence.

Les injustices (inégalité d'accès au travail, au logement, aux droits, etc.) ont poussé les plus démunis, et les plus fragilisés, dans l'expression de la colère et du désespoir. Car ce sont bien les règles de la compétition capitaliste qui justifient le maintien de populations dans la précarité, dans des cités qui peuvent devenir des ghettos. Ceci afin de garder un réservoir de main-d'œuvre à moindre coût en jouant sur les salaires et les conditions de vie. Ces populations des quartiers périphériques, dont 60 % ont un travail, ne l'oublions pas, le pouvoir voudrait les maintenir dans l'ignorance et la dépolitisation, puisqu'il ne leur propose aucune perspective entre précarité et capitalisme, et qu'il est particulièrement zélé pour pratiquer la discrimination par le harcèlement policier. Alors, comment s'étonner que les banlieues se replient parfois sur elles-mêmes, dans l'expression d'un communautarisme notamment religieux, même s'il a montré ses limites face aux plus jeunes. Les interventions des imams, en collusion avec l'État, n'ont pas réussi à ramener le calme ; les jeunes se sont exprimés dans la violence, qui n'est que la conséquence de la politique ultra-libérale qu'ils subissent, menée par les différents pouvoirs qui se sont succédé afin de satisfaire aux règles du marché et de rassurer les bourgeois.

L'État n'est que la courroie de transmission du capitalisme, qui a toujours su se faire aider par les médias ; les révoltes de novembre en sont l'illustration. En effet, les groupes de presse et les télévisions, dans leur immense majorité, sont des trusts cotés en bourse et ils n'ont d'autres buts que de faire de l'argent, en soutenant le système et les pouvoirs qui leur sont associés. À cet égard, le comportement de la presse étrangère est tout à fait révélateur. Information spectacle, en quête d'audience et de tirage, les médias ont, au début des émeutes, servi d'amplificateur, et ils ont ainsi propagé le feu dans les banlieues des provinces en France, mais aussi de façon plus limitée en Belgique et en Allemagne. Puis, les événements se poursuivant plus longtemps qu'ils ne le pensaient, journaux, radios et télés se sont orientés vers de prétendus « articles de fond », qui mettaient en avant ceux qui ont réussi dans les banlieues (c'est-à-dire une très faible part de la population) ; les autres, les émeutiers, devenant les mauvais, les méchants, ce qui a accentué le phénomène de ségrégation. Ils ont aussi fait plonger l'opinion publique, qui jusque-là s'était montrée très réservée, dans des comportements racistes, appelant de ses vœux le retour « à l'ordre ».

C'est à cette période-là que le pouvoir a repris les choses en main, et à son avantage, en profitant de la situation de crainte dans laquelle la population était plongée, afin de mettre en œuvre son arsenal sécuritaire qui était prêt bien avant le déclenchement des émeutes. Ce fut alors une surenchère débridée

de propos réactionnaires teintés de racisme et de xénophobie. Ainsi l'état d'urgence, déjà mis en place au moment de la guerre d'Algérie, est une façon de rendre seuls responsables les populations issues de l'immigration, ce qui n'a pas l'air de convaincre grand monde.

Dans ce contexte, arrive l'article de loi affirmant que la colonisation française fut un « bienfait » pour les peuples qui l'ont subie. En fin de compte, les cotes de popularité du Premier ministre et de son ministre de l'Intérieur se retrouvent propulsées à des niveaux records, alors que les problèmes des banlieues restent intacts ; les populations concernées devront une fois de plus se contenter de vagues promesses.

Au cours de la crise, le pouvoir a également profité du silence complice des partis politiques d'opposition, et de l'absence de réaction des mouvements révolutionnaires, qui sont restés en retrait, en simples spectateurs.

Aucun lien n'a été fait entre les émeutes et le monde du travail, aucun mot d'ordre de grève générale n'a été lancé pendant cette période, alors que le pouvoir se trouvait déstabilisé par l'absence de repère face à des révoltes sociales spontanées d'un type nouveau. En effet, si les gouvernants savent gérer les manifs de type « Bastille-Nation », ils étaient beaucoup moins à l'aise au début des événements. Les médias ne se concentrant que sur le spectaculaire, il y a belle lurette que les manifestations syndicales traditionnelles n'apportent plus rien de concret et les mouvements ouvriers et révolutionnaires n'ont pas su saisir l'opportunité qui leur était offerte, paralysés par l'inertie de leurs appareils politiques qui étouffent toute initiative rapide. Il est fort à craindre que les révoltes des banlieues ne soient rapidement relayées au rayon des fait divers, tant la coupure sociologique est grande entre les habitants des banlieues et les militants politiques de tous bords, anarchistes y compris.

En effet, les anars se sont également tenus en retrait de ces révoltes, car la distance séparant notre vécu et les jeunes des quartiers est immense. Si les libertaires ne parlent jamais à la place des autres et ne se complaisent ni dans la compassion ni dans la pitié, il n'en résulte pas moins que nous ne sommes pas présents dans les cités, et qu'aucun dialogue ne s'est instauré avec les populations concernées. Car s'il est déjà très difficile de combattre le racisme au quotidien, il est beaucoup plus délicat d'apporter la réflexion et de faire avancer les consciences individuelles et collectives dans les banlieues. Cela pose le problème de la remise en cause de nos stratégies passées, et du choix des nouvelles.

La situation explosive des banlieues ne date pas d'hier et les révoltes étaient prévisibles ; les anarchistes n'ont rien fait pour la simple raison qu'ils n'étaient pas présents dans les cités, ce qui n'est d'ailleurs pas propre aux seuls anars mais à l'ensemble des mouvements sociaux, syndicats en tête. Ceux-ci ont préféré abandonner le terrain des luttes sociales au profit de la politique et de leurs élus. Alors le mouvement social tourne en rond, et le malaise des populations victimes du capitalisme ne peut s'y exprimer : c'est une des leçons que l'on peut tirer des révoltes de cet automne. C'est peut-être là que se trouvent les nouvelles formes d'action. En effet, le pouvoir n'était visiblement pas préparé à cette forme de contestation, et c'est une opportunité que de placer les luttes sur un terrain sur lequel le pouvoir ne nous attend pas. Couplé avec un mouvement de grève générale très large et reconductible, nous aurions plus de possibilités de barrer la route au capitalisme et à la politique répressive du pouvoir. Il nous faut continuer et amplifier nos actions afin de démontrer que l'ultralibéralisme et le malaise des banlieues sont liés, et qu'ils ne forment qu'un seul et même problème.

C'est par la réflexion, le dialogue et les projets et actions communs que nous pourrons mettre à bas les idées reçues, apporter d'autres perspectives, contre le capitalisme, présenter et expliquer nos valeurs à tous ceux qui souffrent de l'oppression. Ces valeurs ont pour nom « autogestion et fédéralisme » ; elles passent par la disparition de tous les pouvoirs politiques, religieux et économiques, dans une société de liberté, de responsabilité, d'entraide et d'égalité, où chacun a toute sa place, quelles que soient ses origines. **G. G. V.**

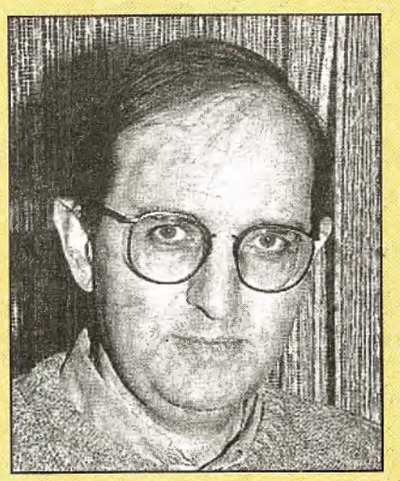
**c/o AGDIR, BP 5018, 30900 Nimes**

**www.fa-30-84.org**

# Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?

**Lorsqu'un physicien théoricien ose prendre position sur des questions de politique internationale et commet même un essai sur ce sujet, les détracteurs issus des milieux académiques ne manqueront pas de signaler qu'un scientifique ferait mieux de se restreindre au champ spécifique de ses compétences. Par contre, d'autres se réjouiront qu'un scientifique prenne le risque d'investir un champ qui évidemment appartient à tous, puisqu'il concerne chacun.**

Xavier Bekaert



Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire : droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*, publié aux Éditions Aden [dont la librairie alternative, située au 44, rue A.-Bréart à 1060 Bruxelles mérite une petite visite].

MAIS QU'EST-CE QUI A INCITÉ Jean Bricmont à l'écriture de ce livre ? Les premières lignes de l'avant-propos nous en donnent immédiatement l'explication : « Il existe deux sortes de sentiments qui poussent à l'action politique : l'espoir et l'indignation. Ce livre a été inspiré en bonne partie par le deuxième sentiment, mais sa publication a pour but d'encourager le premier. » En effet, c'est la guerre du Kosovo qui a initié l'écriture par Jean Bricmont d'une succession de textes polémiques en révolte contre les positions interventionnistes d'une fraction de la gauche. La deuxième partie du livre rassemble six de ces textes, dont le premier fut publié dans le défunt journal *Alternative libertaire* (Belgique). Ces textes, fort liés à l'actualité, sont précédés par une longue critique de fond de ce qu'il considère comme étant « le principal obstacle à la construction d'un mouvement effectif d'opposition à la guerre » : le discours d'ingérence humanitaire, que l'auteur appelle aussi « l'idéologie des droits de l'homme ».

## L'idéologie des droits de l'homme

« L'idée de base de cette mouvance intellectuelle est simple : les droits de l'homme étant bien mieux respectés en Occident qu'ailleurs, c'est notre droit et même notre devoir de faire en sorte que ces droits soient étendus au reste de l'humanité. [...] Dans les versions plus dures [de cette idéologie], on demandera que des sanctions économiques et diplomatiques soient prises et, si nécessaire, que l'Occident ait recours à des interventions militaires. Le succès de cette idéologie dans la transformation de la gauche occidentale a été tout à fait remarquable : les droits de l'homme, dont l'invocation avait été, dans les années 1970, une façon pour les États-Unis de redorer leur blason après la débâcle vietnamienne, sont devenus pour beaucoup de mouvements progressistes l'objectif principal, sinon unique, de leur action. Pis, une bonne partie de la gauche intellectuelle pense que sa mission est de critiquer les gouvernements occidentaux pour leur timidité et leur frilosité : à les écouter, on croirait que le principal problème aujourd'hui vient de ce que l'Occident n'ose pas intervenir dans suffisamment d'endroits et avec suffisamment de force pour promouvoir et exporter ses vraies valeurs, la démocratie et les droits de l'homme. »

## La propagande de guerre

« Le militant anti-apartheid Steve Biko disait que l'arme la plus puissante entre les mains de l'oppresseur est le cerveau de l'opposant. On pourrait ajouter que ce qui fait la force d'un système idéologique est le degré auquel ses présupposés sont partagés par ceux-là mêmes qui pensent en faire la critique la plus radicale. » Un point de départ des thèses développées par Bricmont est en effet une analyse des mécanismes idéologiques de domination, assez proche des analyses libertaires. D'après lui, le mouvement altermondialiste s'est « intéressé aux aspects politiques et médiatiques des stratégies de domination mais il s'est relativement peu préoccupé de l'aspect militaire de celles-ci, et encore moins des facteurs idéologiques qui légitiment l'action militaire ». On peut discuter de ce point, mais on ne peut que le rejoindre dans sa conclusion : « Tout rapport de domination est, en dernière instance, militaire, et il a toujours besoin d'une idéologie pour se justifier. » Le but du livre est en effet une entreprise de démontage

systématique des mystifications idéologiques de la propagande de guerre. Pour ce faire, Bricmont choisit des prémisses politiques assez larges, voire consensuelles, telles que les droits de l'homme. Ces derniers servent de socle idéologique à l'argumentation du discours d'ingérence humanitaire; dès lors, ce point de départ conventionnel lui permet de mieux dénoncer l'utilisation hypocrite qui en est faite dans les discours de légitimation des stratégies de domination. Il préfère cet angle d'attaque car « comme le discours d'ingérence se présente comme un discours éthique, c'est principalement sur ce plan qu'il faut le combattre ».

## Tuer l'espoir

Choisir le plan éthique n'implique nullement de se cantonner à des propos déconnectés de la réalité. Au contraire, tout au long du livre on est exposé à une multitude de faits historiques présentés sous un angle original, ou de citations édifiantes tirées de sources trop peu fréquentées. Cela afin de présenter un panorama étendu des « coûts de l'impérialisme », coûts humains il va s'en dire. Coûts directs, mais aussi indirects. Bricmont ne manque en effet pas de rappeler qu'une des conséquences de l'ingérence est d'empêcher le succès de révolutions sociales authentiques.

« On fait souvent remarquer que tous les régimes socialistes sont des dictatures, mais cela est en grande partie dû au fait qu'une dictature est bien plus difficile à renverser ou à subvertir qu'une démocratie, ce qui fait que les assauts répétés des classes dirigeantes occidentales contre toute forme de socialisme, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, ont provoqué une sorte de sélection artificielle qui fait qu'en matière de "socialisme", seules les dictatures survivent. [...] On raconte que, face à un officier allemand qui lui demandait, à propos de son tableau *Guernica* : "C'est vous qui avez fait cela?", Picasso aurait répondu : "Non, c'est vous". La même réponse pourrait être donnée, bien que de façon plus indirecte, à bons nombre d'Occidentaux qui s'indignent devant les atrocités commises par des régimes révolutionnaires ou post-coloniaux dans le tiers monde. »

Même en l'absence de perspective révolutionnaire à moyen terme, pousser plus loin la réflexion du mouvement anarchiste sur les conditions nécessaires pour la possibilité d'une révolution sociale libertaire ne pourra éviter d'aborder en profondeur la question de l'interventionnisme des puissances conservatrices, pendant et après un éventuel renversement de régime.

« Bien que le but de ce livre ne soit pas de discuter du socialisme, on peut dire que celui-ci, loin d'avoir échoué "partout où il a été essayé", comme disent les libéraux, n'a été essayé nulle part. En effet, là où des changements sociaux radicaux ont été possibles, ils ne l'ont été que dans des circonstances tellement violentes que toute possibilité de socialisme était en fait impossible [...]. Une des sources principales des "tragédies du XX^e siècle", c'est que la guerre de 14-18 a amené au pouvoir les socialistes les plus enclins à utiliser l'arme de la dictature, les bolcheviks, et a totalement marginalisé ou envoyé à la mort les autres [...]. Évidemment, cet aspect des choses est rarement mis en avant par ceux qui invoquent rituellement les tragédies du XX^e siècle, parce qu'il pourrait inspirer des sentiments pacifistes, ce qui serait l'exact opposé des "leçons de l'histoire" qu'ils souhaitent tirer. »

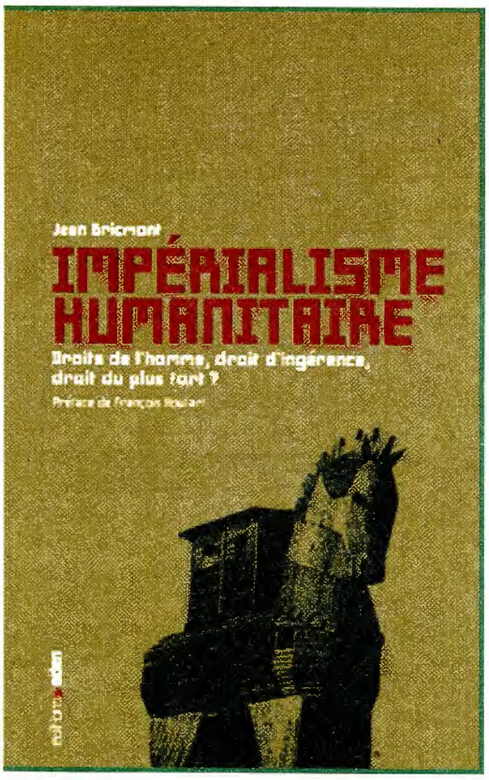
## Les leçons de l'histoire

Sortir du néocolonialisme nécessitera non seulement de questionner les droits à l'ingérence mais aussi de procéder à une réévaluation radicale des rapports économiques Nord-Sud. Une telle révolution copernicienne exigerait de regarder en face « notre dépendance par rapport au tiers monde ».

« L'expression peut surprendre puisque nous sommes habitués à penser que c'est "nous" qui "les" aidons. De plus, toute une littérature postcoloniale s'est efforcée de nous convaincre que le colonialisme a joué un rôle limité dans le développement économique de l'Occident. [...] D'une part, le rôle traditionnel des colonies, qui est de fournir des matières premières, ne fait qu'augmenter. [...] D'autre part, une fraction croissante de produits manufacturés provient des ex-colonies [...]. On pourrait évidemment répondre que la dépendance est mutuelle: eux fournissent les matières premières et le travail non qualifié, et nous fournissons la haute technologie. Mais le développement scientifique et technologique de la Chine et de l'Inde rend cette argumentation douteuse. » D'ailleurs, les transferts de connaissances pourraient s'inverser après le démantèlement progressif du système d'enseignement européen, comme cela est déjà avéré aux États-Unis.

## Pour conclure

Bien que le style de Bricmont soit comme toujours singulièrement polémique et provocateur, cette marque de fabrique ne recouvre pas l'argumentation qui est claire et bien structurée, ce qui permet à chacun de suivre le fil du discours et de déterminer aisément, le cas échéant, sur quel point précis de l'analyse il peut y avoir désaccord (par exemple, concernant la problématique du soutien). En d'autres termes, Jean Bricmont n'écrit pas pour être aimé mais pour tenter de faire avancer à sa façon un mouvement progressiste, large mais radical. Et le moyen choisi pour le faire consiste à critiquer également, voire surtout, ceux qui lui sont proches. Et les anarchistes ne sont pas en reste (chacun déterminera si les critiques correspondantes sont pertinentes ou non). Bref, ce livre est à déconseiller aux défenseurs autoproclamés des droits de l'homme ainsi qu'aux gardiens du temple. En un mot, ce livre est déconseillé aux bien-pensants, de quelque bord qu'ils soient. **X. B.**



# L'Enfant endormi

de Yasmine Kassari

Propos recueillis par Heike Hurst

Un film calme et percutant sur des problèmes de l'immigration (ici des hommes assez jeunes du milieu rural) et sur l'effet de cet éloignement des hommes (pères, maris et frères) sur les femmes restées au pays (le Maroc). *L'enfant endormi* est la parabole de leur absence. C'est la preuve des traces que les hommes ont laissées, à savoir les enfants à naître, des enfants qui « attendent» leur père comme les femmes attendent leur mari. C'est aussi le sommeil de Blanche Neige jusqu'au retour du prince. En beaucoup moins romantique. La vie est dure sur cette terre abandonnée des dieux et des hommes. Ces enfants «endormis» sont le symbole de tout ce qui n'est pas vécu, ils signifient l'absence de relations et de sexualité.

Yasmine Kassari, la réalisatrice, nous dit: « L'enfant endormi, c'est un mythe millénaire qui a traversé le monde entier, qui a même existé en Europe au Moyen Âge mais qui a persisté et dans le monde arabe et dans le monde berbère. Il a existé dans le monde berbère avant même d'arriver dans le monde arabe. C'est une croyance qui dit que le bébé peut se rétracter dans le ventre de sa mère et dormir pendant des années. Et à un certain moment, en cas de nécessité, il se réveille, il peut revenir à la vie. Autour de cette croyance s'est créée la pratique sociale qui pense que par magie blanche on peut provoquer cela. Ou la femme n'est pas encore prête à enfanter, ou elle a eu trop d'enfants, ou si elle veut utiliser ça comme contraceptif, ou si la femme n'est pas encore mariée... On pense aussi à des femmes qui ne peuvent pas avoir d'enfants naturellement, qu'elles portent des «endormis». Le statut de la femme stérile, donc facile à répudier, n'existe pas dans ces communautés. Ce sont des croyances qui ont des répercussions sur le statut de la femme et la protègent de fait dans la vie quotidienne. »

Avec une maîtrise qui étonne de la part d'une si jeune femme, Yasmine Kassari montre dans son film la complexité de cette situation d'absence-présence, faite de désirs inassouvis, de tentatives de rébellion immédiatement réprimées et de blessures profondes. Elle choisit deux jeunes femmes pour incarner des attitudes opposées: Zeinab (Mounia Osfour), qui attend et agit avec malice, et Halima (Rachida Brakni) qui réagit et qui veut tout, tout de suite, sont d'admirables portraits de femmes, merveilleusement interprétés par deux actrices transfigurées par leur rôle, si inhabituelles dans un film en provenance du Maghreb.

Yasmin Kassari dit s'être attachée à ce mythe uniquement pour son contenu métaphorique et pas du tout pour sa valeur anthropologique ou scientifique.

« L'enfant endormi correspond à des envies endormies, un désir d'enfant qui cache un désir de sexualité. »

Avant de réaliser son premier long métrage de fiction, Yasmine Kassari avait surpris avec un documentaire au succès critique mérité: *Quand les hommes pleurent*. Ce documentaire parlait de Marocains exilés, tous originaires de la campagne et travaillant dans l'agriculture en Espagne. *L'Enfant endormi* reprend cette expérience dans la trame du récit, mais dépasse par son regard original les problèmes humains dus à l'exil et à l'immigration, il montre la solitude des corps et des cœurs d'hommes et de femmes et cette irrésistible flamme de résistance qu'est l'amour.

## Entretien

**Heike Hurst:** À première vue, on pourrait dire: encore un film où les femmes restent au pays à attendre les hommes... et puis votre scénario dément très vite cette hypothèse misérabiliste et fait surgir des personnes à part entière qui nous étonnent par leur vitalité.

**Yasmine Kassari:** C'est un scénario très, très écrit, *l'Enfant endormi* n'est pas du tout un documentaire. J'ai fait un premier traitement, un premier « draft », comme on dit dans le métier, un deuxième « draft », pour avancer dans la dramaturgie. Il faut garder une sobriété, quand on veut progresser dans la dramaturgie, il y a toujours le danger de trop en faire... Je tiens beaucoup à une certaine sobriété: il y a une progression dans la vie, mais elle est très lente, il n'y a pas de miracle, je ne voulais pas non plus de solutions miracle.

**Heike Hurst:** Croyez-vous que le cinéma puisse faire avancer cette problématique?

**Yasmine Kassari:** Moi je pense que oui, si chaque être humain jouait son rôle tout simplement, son rôle à son niveau à lui. Peut-être que l'humanité n'avance pas seulement dans cette thématique, moi je ne pense pas qu'un film fasse avancer les choses, mais je pense un peu comme cela apparaît dans le rêve aborigène: les Aborigènes en Australie ont cette croyance, si l'on ne chante pas le pays, si l'on ne chante pas les choses, les choses disparaissent et, pour que nous, nous continuions à

exister, pour que le pays, la terre, continuent à exister, pour que l'humanité existe dans ce qu'elle a de positif, il faut chanter ces choses et c'est ce que j'essaie de faire.

**Heike Hurst:** Expliquez, où commence le mythe et où sommes-nous dans le réel?

**Yasmine Kassari:** C'est un mythe qui donne complètement le pouvoir aux femmes lequel était déjà reconnu quand les écoles législatives se sont créées. Tout au début de l'ère islamique, ils se sont appuyés sur ce mythe pour légiférer sur l'héritage et le mariage.

Même eux, ils l'ont récupéré pour respecter la femme, pour respecter presque ce côté mystérieux qui n'appartient qu'à elle. C'est un mythe qui est plus qu'un mythe, il exprime une géographie mentale. Ce n'est pas le fait que l'enfant dorme ou pas. Scientifiquement, on ne se pose pas la question, on y croit parce que cela exprime une géographie et une culture.

**Heike Hurst:** Vous rendez la dignité à ces hommes humiliés, vous permettez au père de cet « enfant endormi » de dire s'il faut le réveiller ou pas...

**Yasmine Kassari:** Pour moi, en fait, l'idée qu'on a des hommes en règle générale, et surtout vus d'ici, c'est qu'ils ont tous les pouvoirs, qu'ils sont violents.

En réalité, ce sont des géants aux pieds d'argile, dans la vie quotidienne, ce sont des systèmes assez matriarcaux en tout ce qui concerne la famille, mais le plus grand problème pour eux est en fait que c'est sur eux que repose le rôle de la survie économique de la famille, donc ce sont eux qui partent...

**Heike Hurst:** Et ceci malgré l'opinion exprimée par la mère qu'ils pourraient aussi rester et travailler sur place!

**Yasmine Kassari:** La solution numéro un reste l'émigration. *Quand les hommes pleurent*, *l'Enfant endormi* et d'autres films du Maghreb en rendent compte. Les hommes sont acculés, ils n'ont pas assez d'argent à envoyer, ils se rendent compte que l'émigration n'était pas vraiment la solution. Pour moi, ce n'est pas du tout un jugement sur l'immigration. Car pour moi l'immigration a toujours existé et cela depuis des milliers d'années, c'est comme ça que l'homme a survécu, cohabité, que l'homme a existé pendant très longtemps. Mais à présent, c'est un mal, car il y a vraiment à réfléchir sur des solutions... On sauverait beaucoup de vies...

**Heike Hurst:** Vous introduisez la vidéo, le magnétoscope et, finalement, la photo faite par un vrai photographe en ville pour communiquer avec les hommes... Est-ce réaliste?

**Yasmine Kassari:** La caméra ou la photo, ce sont des décisions que Zeinab prend au fur et à mesure. Pour moi, c'étaient des artifices d'écriture, mais ce sont des choses vraisemblables. Car souvent les hommes qui émigrent renvoient des cassettes pour les fêtes, le contact se maintient comme ça... Là, il y a une continuité...

**Heike Hurst:** L'opposition entre ces deux jeunes femmes est saisissante, la sage soumise et la rebelle punie et frappée... mais l'une n'avance pas sans l'autre...

**Yasmine Kassari:** Dans le film, c'est par rapport à la progression dramatique: le personnage que joue Rachida Brakni, Halima, est une femme qui vit dans l'immédiat, elle rue dans les brancards, elle est tout le temps dans l'irrespect de certaines choses, c'est comme ça qu'elle se conçoit. Elle est dans l'immédiateté, par rapport à la vie de tous les jours, elle veut un rapport physique avec son mari qui soit immédiat, elle veut sa présence, car c'est quelqu'un qui déborde de vie. Elle va vers le danger, parce qu'elle casse tout le temps les codes sociaux. Elle est un peu la conscience de cette communauté-là.

Arrivée à un point culminant, elle va se faire punir par cette communauté-là. Ça correspond à la réalité. Elle prend des décisions qui lui ressemblent.

La différence entre elle et Zeinab (Mounia Osfour), c'est la différence entre l'individu qui veut vivre les choses maintenant et ici et entre la possibilité d'évoluer quand même avec la conscience collective. Zeinab est dans le long terme. Elle évolue petit à petit vers des décisions vraiment profondes et radicales, mais plus lentement.

Son évolution à elle est aussi provoquée par celle de Halima (Rachida Brakni) qui rue dans les brancards, qui casse. Zeinab (Mounia Osfour) ne casse pas, elle va petit à petit vers le long terme. Halima prépare en quelque sorte la possibilité pour Zeinab de changer. C'est comme ça quand on vit dans des communautés fermées. Il y aura beaucoup de sacrifiées avant qu'il y ait quelque chose qui change.

## Sélection de la semaine de la librairie du *Monde libertaire*

**Éducation et liberté.**

Normand Baillargeon. Éditions Lux. 385 p. 28,30 euros.

**Réfractions n° 15 : Privés, publics, communs, quels services ?**

140 p. 12 euros.

**Aux armes citoyens. Barricades et manifestations de rue en France de 1871 à nos jours.**

P.-L. Basse ; Carole Bitoun. Hugo doc. 285p. 35 euros.

**Histoire de la littérature prolétarienne de langue française.**

Michel Ragon. Le livre de Poche. 310 p. 7,50 euros

**Coffret la Commune de Paris.**

M. Bakounine et Pierre Pirotte. Éditions CNT-RP. 23 euros.

**Pour en savoir plus sur ces ouvrages :**
publico@no-log.org

**Pour commander :**
Envoyez un chèque du montant des ouvrages + 10 % de frais de port à :

**Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris**

# *Faits d'hiver*

## On ne tire pas des coups de fusil sur les idées !

**L'ENVOLÉE**[1] est une petite revue trimestrielle qui s'adresse aux prisonniers et à leur famille, et qui publie des témoignages de détenus. Sa devise, « Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est un peu comme construire des cimetières pour stopper une épidémie », est sans ambiguïté.

Le 7 décembre 2005, une fois de plus, l'*Envolée* comparaissait devant un tribunal correctionnel (celui de Beauvais, cette fois). Le ministère de l'Injustice lui reproche, en effet, d'avoir publié un courrier « diffamatoire » dans son numéro de décembre 2003.

Dans le courrier d'un détenu sont évoqués « des crachats », « une milice de surveillants qui casse, renverse les aliments à terre, piétine les affaires », « des coups », « les brigades ERIS qui interviennent masquées pour ne pas être reconnues ». Toutes choses ne pouvant, bien évidement, pas se produire dans les prisons du pays des droits de l'homme et pour l'énoncé desquelles le procureur a requis 2 500 euros d'amende.

Le ministère de l'Injustice et ses séides ne doutent pas un instant que plomber les finances d'une petite revue tirée à 500 exemplaires suffira à faire taire ceux qui dénoncent l'intolérable.

Ces gens-là, dont l'arrogance n'a d'égal que la morgue dont ils font preuve à l'encontre des petites gens, ne comprendront jamais que nous ne nous mettrons à genoux que pour cueillir une fleur et que, sur ce coup-là, l'*Envolée* va gagner des lecteurs et des abonnés.

Chef, il se moque !

**Jean-Marc Raynaud**

1. L'Envolée, 63, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuilhttp://journalenvolee.free.fr


# La librairie du Monde libertaire

**145, rue Amelot, 75011, Paris, métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République**

**Une librairie** avec plus de 4000 titres sur l'anarchisme, la Commune, la révolution russe ou espagnole, le roman noir, la pédagogie, la littérature prolétarienne, etc.

**Un lieu militant** où l'on retrouve des camarades, et où se tiennent régulièrement des débats et rencontres liés à l'actualité littéraire ou sociale.

☐ Je désire être au courant des débats et nouveautés par courriel.

**Courriel** _____

*Bulletin à remplir et à envoyer à l'adresse de la librairie ou en nous écrivant à publico@no-log.org*

# Clément, mais sans pitié

**Jeudi 5 janvier 2006**, devant les locaux de l'Administration pénitentiaire, rue du Renard, à Paris, plusieurs dizaines de personnes venaient témoigner leur soutien à Nathalie Ménigon et aux prisonniers d'Action directe, à l'appel du collectif Ne laissons pas faire.[1]

L'Administration pénitentiaire envisage en effet quelque mesure disciplinaire à l'encontre de Nathalie, pour une bousculade sans importance et sans gravité au cours de laquelle, faut-il s'en désoler? une surveillante est tombée par terre. Cela s'est passé le mois dernier, suite à la livraison d'une commande de denrées alimentaires cantinées pour Noël non conforme à ce que les détenues avaient acheté, d'où la protestation bien légitime de certaines prisonnières et ce « drame » qui a tant ému l'administration des geôles républicaines.

Noël, prétendument jour de paix sur la terre et parmi les humains, jour de mépris ordinaire dans le secret des hauts murs. Pour Nathalie Ménigon, malade, victime de deux graves accidents vasculaires cérébraux, sa presque deuxième décennie d'encagement pourrait commencer par 45 jours de mitard.

Cela ne serait que grotesque si la situation de Nathalie, comme celle d'innombrables détenus, n'était à ce point tragique.

Ce même jour de janvier, on pouvait lire dans les pages du *Nouvel Observateur*[2] les déclarations du garde des Sceaux, Pascal Clément, qui en substance assène: « Quand Bernard Kouchner a présenté sa loi en 2002, il s'agissait d'autoriser la sortie pour les détenus dont le pronostic vital est engagé ou quand l'état de santé est incompatible avec le maintien en détention. Ils ne sont d'ailleurs pas graciés mais obtiennent une suspension de peine et doivent retourner en prison en cas de guérison. Pour moi, cela concerne avant tout les personnes dont l'espérance de vie ne dépasse pas quelques semaines, afin qu'ils ne meurent pas en prison. C'est pourquoi j'ai souhaité que les condamnés présentant un risque élevé de récidive soient exclus du dispositif. »

Cela aura au moins le mérite de la clarté, qui manque décidément à un domaine où le faux-semblant fait loi. La logique recommanderait alors de rebaptiser « vengeance d'État » cette « justice » qui porte si mal son nom. Dans le même ordre d'idée, M. Clément ferait bien de troquer un patronyme qui, à force d'incarner l'acharnement pénal, finit par saisir d'effroi.

Plus loin, le ministre achève: « Quand j'entends que d'anciens terroristes non repentis font leurs courses sur les marchés, alors qu'ils étaient, disait-on, à l'article de la mort... cela m'est insupportable. »

Il est vrai que l'on a eu tendance, ces derniers temps, à oublier M. Papon.

Qui ricane, au fond de la salle?

**André Sulfide**

1. Ne laissons pas faire, http://nlpf.samizdat.net/
2. *Le Nouvel Observateur*, n° 2148, du 5 au 11 janvier 2006.

## Naissance du Collectif des libertaires du Loiret

Il s'agit d'une initiative de « regroupement local des libertaires » ayant pour but d'être plus efficace dans leur engagement militant et de peser localement dans le débat politique pour « faire face à la révolution libérale en oeuvre, tendant vers le totalitarisme, en alternative au réformisme porté par le PC ou la LCR, après que le PS l'ai abandonné au profit du social libéralisme ».
Ces quelques dizaines de militant(e)s sont notamment investi(e)s dans le syndicalisme (principalement à SUD), l'altermondialisme (ATTAC), l'internationnalisme (Amérique latine, Palestine), le féminisme (Collectif Femmes), l'écologie (Anti-OGM, AMAP), la solidarité (sans-papiers).
Bien que majoritairement de « sensibilité communiste libertaire, les autres sensibilités du mouvement anarchiste ( écolo libertaire, anarchiste individualiste, synthésiste) sont représentés dans le collectif, permettant une confrontation productive ».
Leur but est également « de réactiver la liaison régionale qui existait il y a quelques années ». Le collectif est d'ailleurs en contact avec les collectif de Touraine et de Bourges.
Pour les contacter, Le Chiendent, 259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans.
Téléphone: 02 38 53 62 75. Charles Huard 06 86 38 53 62 75

## Radio libertaire

### Jeudi 12 janvier

**Si Vis Pacem de 18 heures à 19h30:** le théâtre et les pompes militaires avec Les Pieds sur Scène.
**Affinités électives de 19h30 à 20h30:** attention, danger! avec une grande duplicité les pouvoirs bradent la laïcité!

### Vendredi 13 janvier

**Enjoy Polar, émission hebdomadaire sur le polar et la littérature noire, de 12 heures à 13 heures:** Invité: le Français Thierry Serfaty pour La nuit interdite (Albin Michel).

### Samedi 14 janvier

**Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30:** *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963*, Erica Fraters (Syllepse). Avec des réfractaires et des auteurs.

### Lundi 16 janvier

**Agora Libertaire de 18h00 à 19h30:** « Il y a toujours de l'universel à parler de là où l'on est » par l'Insoumise, émission du groupe de Rouen.

### Mercredi 18 janvier

**Blues en Liberté de 10h30 à 12 heures:** le blues grand-breton.

### Jeudi 19 janvier

**Si Vis Pacem de 18 heures à 19h30:** sauver les pacifistes colombiens. Invité: un membre de Redes Juveniles.

### Samedi 21 janvier

**Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30:** *Au pays d'Héloïse*, Ngo Van (L'Insomniaque).
**Ni maitre ni dieu, de 10 heures à 12 heures, émissions de la Coordination des libres penseurs:** Invitée: Annie Lacroix Riz thème: des bienfaits de la colonisation à la canonisation de Pie XII: la recherche de l'historien entre loi et blasphème

**89.4 MHz**
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

## Jeudi 12 janvier
### Avignon

De 21 heures à 22h30, sur radio Raje Avignon, l'émission Yaourt et TNT reçoit des militants du groupe Gard-Vaucluse pour une présentation de l'anarchisme, du groupe et de ses activitées, et répondra aux questions des animateurs.

## Vendredi 13 janvier
### Besançon (25)

Café polar : rencontre et débat avec Serge Quadruppani à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

## Samedi 14 janvier
### Paris 14e

À partir de 9h30, la société Pierre-Joseph-Proudhon organise son colloque annuel qui aura pour thème « Proudhon et la presse ». Entre 1848 et 1850, Proudhon collabora à quatre journaux et acquit ainsi sa notoriété. Adresse : FIAP, 30, rue Cabanis. Entrée libre et gratuite.

## Jeudi 19 janvier 2006
### Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Lucio Urtubia de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. On y parlera de son livre *Ma morale anarchiste*, paru aux Éditions libertaires, en 2005. Apéro, table de presse sur place. Entrée libre.

## Vendredi 20 janvier
### Bordeaux

À 19 heures : apéro-concert de soutien à la lutte zapatiste, avec Élusive (duo guitare et projections), Martin et Dubois (duo guitare et batterie), Troïka (grind) et Sin Cabesas (rock instrumental) ; organisation : collectif Chiapas. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

### Besançon (25)

Rencontre et débat autour de la présentation du n° 12 de *Charivari*, revue bisontine de qualité. Pour cette soirée du 20 janvier 2005, le débat portera sur la notion de service public. Rendez-vous à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz

## Samedi 21 janvier
### Dijon (21)

Le groupe libertaire dijonnais organise une conférence-débat sur l'athéisme : « Peut-on encore s'opposer à toutes les religions ? », avec Jocelyn Bezecourt, animateur du site www.athéisme.org, et co-auteur des ouvrages la page noire du christianisme, 2000 ans de crimes, terreur, répression et regards sur l'obscurantisme religieux et la nécessité de le combattre. À 15 heures à l'hôtel des Sociétés, salle Joliet, 7, rue du Docteur-Chaussier.

### Bordeaux (33)

À partir de 16 heures : rencontre avec les enseignants de l'école autogérée Jacques-Prévert, avec projection et débat sur l'éducation (organisation : la Clé), Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

## Mardi 24 janvier
### Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise à la maison du Champ-de-Mars, 6, cours des alliés, salle Gune, une réunion publique ayant pour thème : « Répression partout, justice sociale nulle part », sujet d'une actualité brûlante pour lequel nous faisons venir l'intervenant et invité Maurice Rajsfus.

## Mercredi 25 janvier
### Paris 11e

Un apéro-débat avec le groupe Idées noires de la FA autour de la « surconsommation » aura lieu à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République, à 18 heures.

## Samedi 28 janvier
### Besançon (25)

Texte et musique à partir de *Sœur de Nuit* d'Anne-Gaëlle Jourdain. À cette occasion, des tableaux de la plasticienne, qui a illustré le livre, seront exposés à la libraire l'Autodidacte. Rendez-vous à 18 heures à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

## Samedi 4 février
### Marseille 1e

Rencontre organisée autour de deux écrivains du peuple Harry Martinson et Jean Giono sur les thèmes de la littérature prolétarienne, le voyage, le pacifisme et l'engagement politique. Un numéro de la revue Marginales sera publié à cette occasion. On y lira des textes de Martinson et Giono, mais aussi de Stig Dagerman, Philippe Geneste, André Not, Nicolas Offenstadt… à l'Alcazar, 58, cours Belsunce.

### Bordeaux

À partir de 16 heures : projection de Sous la pluie du nord (documentaire réalisé par Natalia Zuluaga Ospina), suivie d'un concert, organisés par le collectif Chiapas et la Clé, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

agenda

Cristine Malet : c'est le temps où, d'un instant à l'autre, les grèves, de noires, deviennent rouges.